

Rapport annuel de la Cour des comptes européenne relatif à 2022 – Glossaire

Terme	Explication
ABAC	Système d'information utilisé par la Commission pour l'exécution et le suivi de l'ensemble des opérations budgétaires et comptables.
Absorption	Part des fonds de l'UE alloués aux États membres, souvent exprimée en pourcentage, qui a été dépensée pour financer des projets éligibles.
Accord de Cotonou	Accord conclu entre l'UE, ses États membres, et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en vue de favoriser le développement économique, social et culturel des États ACP, de contribuer à la paix et à la sécurité et de promouvoir un environnement politique stable et démocratique.
Accord de partenariat (AP)	Accord conclu entre la Commission et un État membre ou un/des pays tiers, dans le cadre d'un programme de dépenses de l'UE, et établissant par exemple des plans stratégiques, des priorités d'investissement, ou encore les modalités régissant les échanges commerciaux ou l'octroi d'une aide au développement.
Accord-cadre financier et administratif (ACFA)	Accord entre la Commission et les Nations unies régissant la coopération entre elles concernant les objectifs du millénaire pour le développement.
Acquis	Ensemble du corpus juridique de l'UE, comprenant la législation, les décisions de justice et d'autres actes juridiques.
Action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE)	Mécanisme permettant de réaffecter rapidement des fonds afin que les États membres et les régions puissent fournir une aide d'urgence aux personnes fuyant la guerre en Ukraine.

Action de l'Union	Dans le cadre du Fonds «Asile, migration et intégration», projet impliquant plusieurs États membres ou revêtant un intérêt particulier pour l'UE.
Action extérieure	Activités de l'UE visant à fournir une assistance à des pays tiers et à tisser, notamment au travers d'accords multilatéraux, des relations avec eux ainsi qu'avec des organisations régionales ou mondiales.
Additionnalité	Principe en vertu duquel les financements de l'UE, et plus particulièrement les contributions des Fonds ESI, ne se substituent pas aux dépenses publiques des États, mais doivent les compléter.
Agence de l'Union européenne pour l'asile (AUEA)	Agence de l'UE dont la mission est de garantir que les États membres appliquent correctement le droit de l'Union en matière d'asile et de les soutenir dans l'application des règles communes de l'UE en matière d'asile.
Agence décentralisée	Organisme de l'UE indépendant, établi pour une période indéterminée et chargé, en qualité de centre d'expertise, d'effectuer des travaux qui contribuent au développement et à la mise en œuvre d'une politique de l'Union.
Agence exécutive	Organisme institué et géré par la Commission, pour une période limitée, afin d'exécuter, pour le compte et sous la responsabilité de celle-ci, des missions spécifiques en lien avec des programmes ou des projets de l'UE.
Aide d'État	Soutien direct ou indirect fourni par les pouvoirs publics en faveur d'une entreprise ou d'une organisation, qui lui confère un avantage par rapport à ses concurrents.
Aide directe/Paiement direct	Paiements d'aides, le plus souvent des aides à la surface, effectués directement en faveur des agriculteurs au titre du Fonds européen agricole de garantie.

Aides d'État <i>de minimis</i>	Plafond en deçà duquel les aides d'État ne requièrent pas l'approbation de la Commission.
Analyse d'impact	Analyse des effets probables (<i>ex ante</i>) ou réels (<i>ex post</i>) d'une initiative stratégique ou d'un autre type d'action.
Annualité	Principe budgétaire selon lequel les crédits inscrits au budget de l'UE doivent être perçus et dépensés au cours de l'exercice financier pour lequel le budget a été adopté.
Approche notionnelle	Approche utilisée par la Commission lorsque les contributions de l'UE à des projets financés par plusieurs bailleurs sont mises en commun avec celles d'autres bailleurs et ne sont pas affectées à des postes de dépenses spécifiques.
Appui budgétaire	Aide de l'UE versée directement sur le compte du Trésor public d'un pays partenaire, sous réserve que celui-ci respecte certaines conditions.
Apurement (d'un préfinancement)	Processus par lequel la Commission accepte des dépenses préfinancées et détermine le montant de financement restant à verser au bénéficiaire.
Apurement de conformité	Processus par lequel la Commission vérifie si un État membre a correctement utilisé les fonds à sa disposition dans le domaine de l'agriculture et si ses systèmes de gestion et de contrôle ont fonctionné efficacement.
Apurement des comptes	Processus annuel par lequel la Commission accepte, à l'issue de contrôles, les montants dont les organismes et partenaires chargés de l'exécution des dépenses demandent le paiement.
Asile	Protection accordée par un État à des personnes originaires d'un autre pays qui fuient la persécution ou un danger grave.

Assiette de la TVA	Valeur totale des biens et des services auxquels la TVA s'applique.
Assistance conjointe à la préparation de projets dans les régions européennes (Jaspers)	Partenariat d'assistance technique conclu entre la Commission européenne, la Banque européenne d'investissement et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dans le cadre duquel des conseils indépendants sont fournis aux pays bénéficiaires afin de les aider à élaborer des projets dont le cofinancement par l'UE sera envisagé.
Assistance flexible aux territoires (FAST-CARE)	Extension de l'aide déjà fournie dans le cadre de l'action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE) qui offre un soutien et une flexibilité supplémentaires en matière de financement au titre de la politique de cohésion .
Assistance macrofinancière	Forme d'aide financière que l'UE fournit à des pays partenaires confrontés à des difficultés d'ordre budgétaire ou dans leur balance des paiements.
Assistance technique	Soutien financier visant à aider les parties prenantes à mettre en œuvre des programmes et des projets financés par l'UE.
Attestation	Approche consistant à fournir, à l'issue de travaux d'audit, une assurance sur des informations financières, d'autres données ou des assertions spécifiques présentées par l'entité auditée.
Audit de conformité	Audit visant à déterminer, moyennant l'obtention d'éléments probants, si une activité respecte la réglementation applicable ainsi que les termes des contrats et des conventions éventuellement conclus.
Autorité budgétaire	Terme utilisé pour désigner le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne lorsqu'ils exercent leur pouvoir de décision sur les questions budgétaires européennes.

Autorité d'audit (AA)	Entité nationale indépendante responsable de l'audit des systèmes et des opérations relevant d'un programme de dépenses de l'UE.
Autorité de certification	Organisme chargé par un État membre de certifier l'exactitude et la conformité des déclarations de dépenses et des demandes de paiement.
Autorité de gestion (AG)	Autorité (publique ou privée) nationale, régionale ou locale désignée par un État membre pour gérer un programme financé par l'UE.
Autorités responsables des programmes	Terme collectif désignant les autorités de gestion, de certification et d'audit, dans le cas des dépenses de cohésion.
Axe prioritaire	Objectif clé d'un programme opérationnel, consistant en une ou plusieurs priorités d'investissement.
Banque ou institution nationale de développement	Institution financière créée par les pouvoirs publics afin de financer le développement économique.
Base de données Arachne	Outil d'exploration de données mis au point par la Commission afin de soutenir les autorités compétentes dans l'administration et la gestion des Fonds ESI.
Bénéficiaire	Personne physique ou morale qui reçoit une subvention ou un prêt financés sur le budget de l'UE.
Bénéficiaire/Bénéficiaire final	Personne physique ou entité juridique qui bénéficie, in fine, d'une activité financée par l'Union entreprise ou réalisée par un bénéficiaire d'une aide de l'UE.
Bon état écologique	Norme élevée portant sur la santé, la biodiversité, la productivité et la durabilité à long terme des mers et des océans.
Bonne gestion financière	Gestion des ressources conforme aux principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité.

Cadre commun de gestion des risques douaniers	Cadre mis en place pour la réalisation, par les États membres, des contrôles douaniers, fondé sur l'échange d'informations sur les risques et de résultats d'analyses des risques entre administrations douanières.
Cadre commun de suivi et d'évaluation (CCSE)	Règles et procédures pour l'évaluation de la performance de la politique agricole commune.
Cadre financier pluriannuel (CFP)	Programme de dépenses de l'UE établissant, généralement pour une période de sept ans, les priorités (sur la base des objectifs des politiques) ainsi que les plafonds de dépenses, pour sept grandes rubriques. Il représente la structure dans laquelle s'inscrivent les budgets annuels de l'UE et fixe une limite pour chaque catégorie de dépenses.
Capacité de correction	Mesure utilisée par la Commission pour estimer le niveau des futures corrections.
Centre national de coordination (CNC)	Organisme qui coordonne les activités entre les autorités de surveillance des frontières des États membres et qui sert de plateforme pour l'échange d'informations entre elles et avec Frontex.
Certificat relatif aux états financiers (CFS)	Document certifiant l'éligibilité des coûts déclarés par les bénéficiaires dans leurs demandes de paiement.
Chapitre de négociation	L'un des domaines qui composent l'acquis, considéré comme prioritaire dans le cadre des négociations d'adhésion avec les pays candidats.
«Citoyens, égalité, droits et valeurs» (CERV)	Programme qui protège et promeut les droits et les valeurs des individus et qui encourage la participation démocratique, notamment en soutenant des organisations non gouvernementales.

Clôture	Liquidation financière d'un programme ou d'un Fonds de l'UE, par le paiement du solde dû à un État membre ou à un autre pays bénéficiaire, ou par le recouvrement de fonds auprès de ceux-ci.
Code des douanes de l'Union	Principal document de la législation douanière de l'UE.
Coefficient de Gini	Mesure du degré d'inégalité au sein d'une population statistique, correspondant, par exemple, à la différence entre la répartition de la richesse ou des revenus d'un pays et une répartition parfaitement égale.
Comité de coordination pour les Fonds structurels et d'investissement européens	Comité de la Commission chargé d'examiner la mise en œuvre des règlements qui régissent les Fonds structurels et d'investissement européens.
Comité scientifique, technique et économique de la pêche (CSTEP)	Groupe d'experts désignés par la Commission pour contribuer à la mise en œuvre de la politique commune de la pêche.
Comptabilité d'exercice	Méthode comptable suivant laquelle les recettes et les dépenses sont constatées lorsqu'elles sont respectivement acquises ou exposées, plutôt qu'au moment où elles font l'objet d'une entrée ou d'une sortie de trésorerie.
Comptes consolidés	Comptes agrégés de l'ensemble des institutions, organes et agences de l'UE, présentés dans un unique document.
Conditionnalité	Mécanisme subordonnant les paiements effectués en faveur des agriculteurs au respect d'exigences en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé et de bien-être des animaux, ainsi que de gestion des terres.

Conseil international pour l'exploration de la mer (CIEM)	Organisme intergouvernemental spécialisé en science marine qui œuvre à faire progresser et à diffuser les connaissances scientifiques concernant l'état des mers et des océans et leur utilisation durable.
Consultation interservices	Procédure formelle au cours de laquelle un service de la Commission demande le conseil ou l'avis d'autres services au sujet d'une proposition.
Contrôles (douaniers) a posteriori	Contrôles douaniers effectués après l'octroi de la mainlevée des marchandises par les autorités douanières.
Contrôles de suivi	Utilisation de données satellitaires pour fournir des observations régulières de l'activité agricole et déceler des cas potentiels de non-respect des règles du régime de paiements directs par les agriculteurs.
Convention de contribution	Convention entre la Commission et une organisation qui exécute des actions en gestion indirecte et qui a démontré sa capacité à gérer des fonds au même niveau que la Commission.
Convention de délégation	Accord conclu avec des personnes physiques ou des entités, dans certains domaines d'action, pour l'exécution des fonds de l'UE en gestion indirecte.
Convergence	Processus par lequel un État membre souhaitant adopter l'euro comme monnaie s'emploie à satisfaire à des critères économiques et réglementaires spécifiques.
Correction financière	Mesure visant à protéger le budget de l'UE contre les dépenses irrégulières ou frauduleuses et consistant à retirer ou à recouvrer des fonds afin de compenser des paiements indûment effectués en faveur de programmes ou de projets soutenus par l'Union européenne.

Coût unitaire standard	Prix défini au préalable pour une quantité déterminée d'activités, d'intrants, de réalisations ou de résultats.
Coûts directs	Dépenses supportées par un bénéficiaire et liées expressément à un projet ou à une action de l'UE.
Coûts indirects	Dépenses, telles que des frais généraux ou d'autres coûts administratifs, supportées par un bénéficiaire mais qui ne sont pas directement liées à un projet ou à une action de l'UE.
Crédit	Montant inscrit au budget à des fins spécifiques. Le budget de l'UE comporte des crédits d'engagement et des crédits de paiement.
Crédit d'engagement	Plafond annuel des montants disponibles dans le budget de l'UE pour des dépenses spécifiques.
Crédit de paiement	Montant disponible pour effectuer un paiement une fois que les conditions correspondantes sont remplies.
Décharge	Décision prise chaque année par le Parlement européen, par laquelle il approuve définitivement la manière dont la Commission a exécuté le budget.
Décision d'association outre-mer	Décision établissant un partenariat entre l'UE et ses pays et territoires d'outre-mer (PTOM) en vue de favoriser le développement durable des PTOM et de promouvoir les valeurs et les normes de l'Union.
Déclaration d'assurance	Déclaration émanant d'un directeur général de la Commission, figurant dans le rapport annuel d'activités qu'il établit et concernant l'exhaustivité et l'exactitude des comptes, la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes, le bon fonctionnement des systèmes de contrôle interne ainsi que le respect des principes de bonne gestion financière.

Déclaration d'assurance (DAS)	Déclaration publiée dans le rapport annuel de la Cour des comptes européenne, dans laquelle celle-ci formule son opinion d'audit sur la fiabilité des comptes de l'UE ainsi que sur la régularité des opérations sous-jacentes à ces derniers.
Déflateur	Outil statistique utilisé afin d'ajuster les prix historiques en tenant compte de l'inflation pour pouvoir comparer les prix au fil du temps.
Dégagement	Annulation, par la Commission, de tout ou partie d'un engagement inutilisé.
Demande d'aide géospatiale	Outil en ligne permettant de déposer des demandes d'aides agricoles liées à la surface.
Développement durable	Approche du développement tenant compte des impératifs à long terme, comme la durabilité des résultats, la préservation de l'environnement et des ressources naturelles, ou encore l'équité sociale et économique.
Devis-programme	Document établi par un pays partenaire et approuvé par la Commission européenne, qui décrit les activités de coopération ou de développement à mener, ainsi que les moyens financiers, humains et matériels nécessaires.
Dispositif de marge unique	Instrument spécial de l'UE qui permet d'inclure dans le budget des crédits inutilisés des années précédentes ou, en dernier recours, des exercices en cours et futurs.
Document de travail des services de la Commission (SWD)	Document non contraignant de la Commission, établi à des fins d'examen, au sein ou en dehors de l'institution.
Domaine prioritaire	Priorité de l'UE de second niveau en matière de développement rural.

Dossier [constitué] aux fins de l'assurance	Ensemble de documents soumis par un État membre à la Commission, portant sur les Fonds ESI et comprenant les comptes annuels, une synthèse, un rapport de contrôle, une déclaration de gestion et une opinion d'audit.
Droit au paiement	Droit transférable permettant à un agriculteur actif de bénéficier d'une aide de l'UE lorsqu'il est associé à une surface agricole admissible.
Échantillonnage statistique représentatif	Recours à des techniques statistiques pour prélever un échantillon qui présente les caractéristiques de la population dont il est extrait.
Économie	Mise à disposition des moyens en temps utile, dans les quantités et qualités appropriées et au meilleur prix.
Effet d'attraction	Effet économique par lequel une hausse des dépenses publiques provoque une augmentation des investissements privés et de la croissance.
Effet d'éviction	Effet économique par lequel une hausse des dépenses publiques provoque une baisse des investissements privés.
Effet multiplicateur	Situation dans laquelle la variation d'un intrant particulier (les investissements ou les garanties de l'UE, par exemple) entraîne une variation plus importante au niveau d'une réalisation (l'investissement total, par exemple).
Efficacité	Mesure dans laquelle les objectifs poursuivis sont atteints au moyen des activités entreprises.
Efficienne	Meilleur rapport entre les moyens mis en œuvre, les activités entreprises et la réalisation des objectifs.
eGrants	Plateforme en ligne utilisée par la Commission pour gérer les subventions de recherche de l'UE durant tout leur cycle de vie.

Engagement	Dans le budget, montant affecté au financement d'une dépense spécifique, telle qu'un contrat ou une convention de subvention. Un engagement suppose l'existence d'un crédit d'engagement.
Engagement agroenvironnemental et climatique	Pratique facultative qui va au delà des exigences habituelles en matière d'environnement et pour laquelle les agriculteurs peuvent prétendre à un paiement imputé sur le budget de l'UE.
Engagements restant à liquider	Somme des engagements qui ont été effectués mais n'ont pas encore donné lieu à des paiements.
Entreprise commune	Organisme de l'UE institué avec un partenaire pour mener un projet ou une activité dans le domaine de la recherche ou de la technologie.
Équipement de protection individuelle (EPI)	Dispositifs (tels que des masques, gants et équipements de protection des yeux) conçus pour protéger la personne qui les porte contre des risques pour sa santé ou sa sécurité.
Erasmus+	Programme de l'Union européenne destiné à soutenir l'éducation, la formation, la jeunesse et les sports en Europe, pour l'essentiel en offrant à des étudiants universitaires la possibilité d'étudier et d'acquérir de l'expérience à l'étranger.
Erreur	Résultat d'un calcul incorrect ou d'une irrégularité découlant du non-respect des obligations légales et contractuelles.

Erreur quantifiable	Dans les informations relatives aux résultats des tests sur les opérations, catégorie utilisée par la Cour des comptes européenne lorsqu'il est possible de déterminer quelle part du montant d'une opération est concernée par une erreur.
EU-13	Les 13 pays qui ont adhéré à l'Union européenne depuis 2004, à savoir: la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la Croatie, Chypre, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.
eu-LISA	Agence de l'UE responsable de la gestion opérationnelle des systèmes d'information à grande échelle concernant les visas et les voyages dans l'UE.
Europe créative	Programme de l'UE destiné à soutenir les secteurs de la culture et de la création.
Évaluation <i>ex post</i>	Appréciation indépendante de l'efficacité, de l'efficience, de la cohérence, de la pertinence et de la valeur ajoutée européenne d'un projet ou d'un programme achevé.
Évaluation sur la base de piliers	Évaluation, par la Commission, des règles et procédures appliquées, dans le cadre de la gestion indirecte, pour faire en sorte que les intérêts financiers de l'UE bénéficient du même niveau de protection que dans le cadre de la gestion directe.
Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)	Mécanisme de soutien financier de l'UE visant à atténuer les conséquences socio-économiques de la pandémie de COVID-19 et à stimuler la reprise, tout en répondant aux défis d'un avenir plus écologique et plus numérique.

Fiche de programme	Justification des crédits opérationnels demandés par la Commission pour chaque programme de dépenses dans le projet de budget annuel, sur la base de l'exécution des années précédentes mesurée au moyen d'indicateurs.
Fonction sensible	Emploi ou poste caractérisé par un degré élevé d'autonomie ou de pouvoir, dont le titulaire pourrait abuser pour servir ses intérêts personnels (financiers ou autres).
Fonds «Asile, migration et intégration» (FAMI)	Fonds de l'UE visant à contribuer à l'élaboration d'une politique commune des États membres en matière d'asile et de migration, y compris des mesures d'amélioration de la gestion des migrations.
Fonds commun de provisionnement (FCP)	Fonds couvrant les responsabilités potentielles découlant d'instruments financiers, de garanties budgétaires ou de l'assistance financière.
Fonds commun de provisionnement (FCP)	Fonds couvrant les responsabilités potentielles découlant d'instruments financiers, de garanties budgétaires ou de l'assistance financière.
Fonds de cohésion (FC)	Fonds de l'UE destiné à réduire les disparités économiques et sociales au sein de l'Union en finançant des investissements dans les États membres dont le revenu national brut par habitant est inférieur à 90 % de la moyenne de l'UE.
Fonds européen agricole de garantie (FEAGA)	Fonds de l'UE destiné à financer les paiements directs aux agriculteurs et les mesures régulant ou soutenant les marchés agricoles.

Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader)	Fonds de l'UE destiné à financer la contribution de l'Union aux programmes de développement rural.
Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD)	Fonds de l'UE destiné à soutenir les actions des États membres visant à apporter une aide alimentaire et une assistance matérielle de base aux personnes les plus démunies de la société.
Fonds européen d'ajustement à la mondialisation en faveur des travailleurs licenciés (FEM)	Fonds établi pour apporter un soutien aux travailleurs licenciés et aux travailleurs indépendants en cessation d'activité en conséquence de modifications à long terme de la structure du commerce mondial.
Fonds européen d'investissement (FEI)	Mécanisme spécialisé dans les financements à risque en faveur des petites et moyennes entreprises en Europe. Le FEI fait partie du groupe BEI.
Fonds européen de développement régional (FEDER)	Fonds de l'UE destiné à renforcer la cohésion économique et sociale au sein de l'Union en finançant des investissements qui réduisent les déséquilibres entre les régions.
Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP)	Fonds de l'UE destiné à aider les pêcheurs dans leur transition vers une pêche durable et les communautés côtières dans la diversification de leurs économies.
Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSl)	Mécanisme de soutien lancé par la BEI et la Commission, dans le cadre du plan d'investissement pour l'Europe, afin d'encourager les investissements privés dans des projets ayant une importance stratégique pour l'UE.
Fonds fiduciaire Bêkou	Fonds fiduciaire de l'UE destiné à soutenir la stabilisation et la reconstruction de la République centrafricaine.

Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE en faveur de l'Afrique	Fonds fiduciaire visant à soutenir la stabilité dans la région du Sahel (y compris le bassin du lac Tchad), dans la Corne de l'Afrique et en Afrique du Nord, et à contribuer à une meilleure gestion des migrations en s'attaquant à leurs causes profondes.
Fonds fiduciaire de l'UE	Fonds administré par l'UE qui rassemble des liquidités provenant de différentes sources pour financer la réponse internationale à une urgence ou à une crise en cours, généralement dans les pays en développement.
Fonds pour la gestion intégrée des frontières (FGIF)	Fonds de l'UE destiné à fournir un soutien relatif à la gestion des frontières et aux équipements de contrôle douanier.
Fonds pour la sécurité intérieure (FSI)	Fonds de l'UE destiné à soutenir la coopération policière et les actions de prévention et de répression et de répression de la criminalité.
Fonds pour une transition juste (FTJ)	Fonds de l'UE destiné à aider les communautés et les régions les plus pénalisées financièrement par le passage à une économie neutre pour le climat.
Fonds social européen (FSE)	Fonds de l'UE destiné à créer des possibilités de formation et des perspectives d'emploi ainsi qu'à améliorer la situation des personnes exposées au risque de pauvreté. Remplacé par le Fonds social européen plus.

Fonds structurels et d'investissement européens (Fonds ESI)	Les cinq principaux Fonds de l'UE destinés à soutenir conjointement le développement économique dans l'ensemble de l'Union au cours de la période 2014-2020: le Fonds européen de développement régional, le Fonds social européen, le Fonds de cohésion, le Fonds européen agricole pour le développement rural et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche.
Fraude	Utilisation intentionnelle et illégale de la tromperie en vue d'obtenir un avantage matériel en privant une autre partie d'un ou de plusieurs biens ou de sommes d'argent.
Frontex	Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.
Frontière extérieure	Frontière (y compris aéroports et ports maritimes, lacustres ou fluviaux) entre un État membre de l'UE et un pays tiers.
Garantie budgétaire	Engagement à recourir au budget de l'UE pour compenser toute perte subie si un bénéficiaire manque à ses obligations liées à un prêt ou à une prise de participation.
Garantie pour la jeunesse	Dispositif de l'UE dans le cadre duquel les jeunes se voient proposer des possibilités d'emploi ou de formation professionnelle dans les quatre mois suivant la perte de leur emploi ou leur sortie du système d'enseignement formel.
Gestion directe	Gestion d'un Fonds ou d'un programme de l'UE assurée par la seule Commission, par opposition à la gestion partagée ou à la gestion indirecte.
Gestion indirecte	Méthode d'exécution du budget de l'UE qui consiste pour la Commission à confier des tâches d'exécution à d'autres entités (comme des pays tiers et des organisations internationales).

Gestion partagée	Méthode d'exécution du budget de l'UE selon laquelle, contrairement à ce qui se passe dans la gestion directe, la Commission délègue les tâches d'exécution à un État membre, tout en restant responsable en dernier ressort.
Grand projet	Projet financé par l'UE dont le coût total éligible est supérieur à 50 millions d'euros dans des secteurs tels que les transports, l'environnement et l'énergie.
Groupe BEI	La Banque européenne d'investissement et le Fonds européen d'investissement.
Horizon 2020	Programme de recherche et d'innovation de l'UE pour la période 2014-2020.
Horizon Europe	Programme de recherche et d'innovation de l'UE pour la période 2021-2027.
Impact ou incidence	Conséquences à long terme d'un projet ou d'un programme achevés, qui peuvent être d'ordre socio-économique, environnemental ou financier.
Indicateur de performance clé (IPC)	Mesure quantifiable destinée à rendre compte de la performance au regard d'objectifs stratégiques.
Indicateur de résultat	Variable mesurable qui donne des informations permettant d'évaluer les effets immédiats des projets financés sur la population cible.
Initiative d'investissement en réaction au coronavirus (CRII)	Ensemble de mesures visant à autoriser une utilisation souple des Fonds structurels et d'investissement européens en réaction à la pandémie de COVID-19.
Initiative en faveur des PME	Instrument financier conjoint de la Commission et du Fonds européen d'investissement qui vise à faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises au financement.

Initiative pour l'emploi des jeunes (IEJ)	Programme visant à aider les jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent ni études ni formation dans les régions où le taux de chômage des jeunes dépasse 25 %.
Instrument d'aide d'urgence	Instrument de financement géré directement par la Commission, qui permet d'apporter une aide en cas de catastrophe dans l'UE.
Instrument de flexibilité	Source de financement pour des actions qui ne peuvent pas être financées autrement sur le budget sans dépassement des plafonds.
Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde (IVCDI – Europe dans le monde)	Programme de l'UE relevant du cadre financier pluriannuel 2021-2027, qui regroupe plusieurs instruments d'action extérieure en un seul.
Instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence (instrument SURE)	Mécanisme de prêts de l'UE qui soutient des mesures de maintien de l'emploi afin de réduire le chômage et les pertes de revenus dus à la pandémie de COVID-19.
Instrument financier/Instrument relevant de l'ingénierie financière	Soutien financier provenant du budget de l'UE et prenant la forme de participations, de quasi-participations, de prêts ou de garanties, ou d'autres instruments de partage des risques.
Instrument relatif à la gestion des frontières et aux visas (IGVF)	Volet du Fonds pour la gestion intégrée des frontières qui soutient la gestion des frontières extérieures de l'UE en facilitant les déplacements légitimes et en prévenant les risques en matière de migration et de sécurité.
Instrument spécial	Instrument permettant à l'UE de mobiliser des fonds supplémentaires pour faire face à des événements imprévus tels que des crises et des situations d'urgence.

Intégration	Prise en considération systématique de priorités spécifiques (par exemple l'égalité hommes-femmes ou la lutte contre le changement climatique) lors de l'élaboration de chaque politique et de sa mise en œuvre.
Intégration des questions climatiques	Intégration des considérations relatives au climat dans l'ensemble des politiques, instruments, programmes et fonds.
Intensité maximale de l'aide	Montant total d'aide qui peut être affecté à un domaine d'intervention, exprimé sous la forme d'un pourcentage des coûts éligibles. L'intensité maximale de l'aide varie d'un programme à l'autre et dépend de facteurs tels que la situation géographique.
Intermédiaire financier	Entité mettant en relation le gestionnaire de fonds d'un instrument financier et les bénéficiaires finals.
Interopérabilité	Capacité d'un système de communiquer et de fonctionner avec d'autres systèmes, notamment en échangeant des données.
Intervalle de confiance	Mesure statistique de la précision des résultats de l'échantillonnage, utilisée lors de l'estimation d'un taux d'erreur.
Intrants	Moyens financiers, humains, matériels, administratifs ou réglementaires, utilisés pour la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme.
Inventaire RNB	Liste des procédures, des bases statistiques et des autres éléments utilisés pour le calcul du RNB.
InvestEU	Mécanisme visant à encourager les investissements privés dans des projets d'importance stratégique pour l'UE. Il a remplacé le Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSl) en 2021.
Irrégularité	Violation des règles de l'UE (ou des règles nationales applicables) ou d'obligations contractuelles.

Jumelage	Mécanisme de renforcement des capacités dans des domaines spécialisés, dans lequel un organisme d'un pays partenaire reçoit un soutien de la part d'un homologue d'un État membre de l'UE.
LIFE	Instrument financier soutenant la mise en œuvre de la politique environnementale et climatique de l'UE par le cofinancement de projets dans les États membres.
Limitation de l'étendue des travaux d'audit	Indication, dans un rapport d'audit, de tout point d'analyse pour lequel l'auditeur n'a pas été en mesure de tirer des conclusions et qui est dès lors exclu de l'opinion d'audit.
Liquidation	Paieement du solde dû à un État membre ou recouvrement de fonds auprès de celui-ci pour les besoins de la clôture d'un programme de l'UE.
Logique d'intervention	Liens entre les objectifs d'une proposition, les intrants et activités prévus ainsi que les résultats et l'impact escomptés.
«L'UE pour la santé»	Plan d'action de l'UE en matière de santé pour la période 2021-2027.
Mandat de prêt extérieur de la BEI	Mandat octroyé par l'UE à la BEI en vue d'une participation à des opérations de financement dans des pays partenaires, moyennant une garantie sur le budget de l'Union.
Manque à gagner sur les droits de douane	Différence entre les droits de douane à l'importation attendus pour l'économie dans son ensemble et le montant effectivement perçu.
Marchés publics	Acquisition, par des organismes de droit public ou d'autres autorités, de biens, de travaux ou de services au terme d'une procédure ouverte et concurrentielle, visant à obtenir des prestations de qualité et d'un bon rapport coût-avantage.

Marge de manœuvre	Différence entre les limites de dépenses définies dans le cadre financier pluriannuel et le plafond des fonds (ressources propres) que la Commission est habilitée à demander aux États membres pour répondre aux obligations découlant de la dette de l'UE.
Marqueur de Rio	Indicateur, défini par l'OCDE, permettant de mesurer la contribution d'une activité aux objectifs des conventions de Rio.
Mécanisme de garantie de prêts aux étudiants en master d'Erasmus+	Initiative menée par le Fonds européen d'investissement pour le compte de la Commission européenne, qui garantit des prêts pour des études de troisième cycle à l'étranger, facilitant ainsi l'obtention de financements pour les étudiants.
Mécanisme de protection civile de l'Union (rescEU)	Dispositif visant à renforcer la coordination et la coopération entre l'UE et ses États membres pour ce qui est de la prévention des catastrophes naturelles et d'origine humaine ainsi que de la préparation et de la réaction à celles-ci.
Mécanisme de transition	Instrument assurant la continuité du financement entre un programme de financement de l'UE et le suivant.
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE)	Instrument d'aide financière pour la création d'infrastructures interconnectées et durables dans les secteurs de l'énergie, des transports ainsi que des technologies de l'information et de la communication.
Mécanisme pour une transition juste (MTJ)	Instrument de l'UE destiné à promouvoir le passage à une économie neutre pour le climat et à aider les communautés et les régions les plus pénalisées financièrement par cette transition.
Mesure de marché	Intervention publique sur les marchés agricoles, visant à atténuer les effets des baisses de prix ainsi que les problèmes structurels grâce à des aides sectorielles (par exemple aide aux fruits et légumes ou au secteur vitivinicole, et distribution de lait dans les écoles).

Métadonnées	Données qui définissent et décrivent d'autres données.
Mission d'assurance	Audit au terme duquel une opinion est formulée sur l'objet de l'audit, par exemple sur la fiabilité d'un ensemble d'états financiers ou sur la régularité d'opérations.
Mobilité à des fins d'éducation et de formation	Étudier ou se former à l'étranger.
Montant forfaitaire	Type d'option de coûts simplifiés où les fonds sont versés intégralement en une seule fois, et non par tranches, par exemple pour rembourser les coûts éligibles d'une opération si les activités prédéfinies ont été menées à bien et/ou que les réalisations convenues ont été obtenues.
NEET	Sigle désignant une personne qui ne travaille pas et ne suit ni études ni formation.
NextGenerationEU	Programme de financement visant à aider les États membres de l'UE à surmonter les conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19.
Niveau d'erreur estimatif	Estimation statistique du niveau d'erreur caractérisant une population, obtenue grâce à des tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations.
Normes internationales d'audit (ISA – <i>International Standards on Auditing</i>)	Normes d'audit financier émises par la Fédération internationale des experts-comptables.
Objectifs de développement durable	Les 17 objectifs définis dans le programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, qui visent à encourager l'action de tous les pays dans des domaines qui revêtent une importance cruciale pour l'humanité et la planète.

Opération	Terme générique désignant par exemple un paiement effectué ou une recette perçue, et correspondant à un mouvement dans les comptes de l'UE.
Option de coûts simplifiés (OCS)	Approche utilisée pour déterminer le montant d'une subvention au moyen de méthodes telles que les coûts unitaires standard, le financement à taux forfaitaire ou les montants forfaitaires, plutôt qu'en se fondant sur les coûts réellement supportés par le bénéficiaire. Elle est conçue pour réduire la charge administrative.
Ordonnateur	Personne chargée d'exécuter les recettes et les dépenses d'un organisme de l'UE.
Ordre de recouvrement	Document exigeant le paiement d'un montant dû.
Organisme de certification	Dans le cas des dépenses agricoles, entité publique ou privée chargée par un État membre de certifier la fiabilité des comptes annuels d'un organisme payeur agréé, ainsi que la légalité et la régularité des opérations sous-jacentes.
Organisme intermédiaire	Organisation (par exemple un organisme public ou privé national, une ONG ou une agence décentralisée de l'UE) mandatée pour administrer des fonds de l'UE en gestion indirecte ou partagée.
Organisme payeur (OP)	Organisme désigné par un État membre pour gérer les dépenses agricoles de l'UE.
Orthophoto	Photographie aérienne rectifiée pour neutraliser les effets de l'élévation, de l'inclinaison et de la topographie et permettre ainsi une mesure harmonisée des distances.

Païement intermédiaire	Païement au titre d'un projet ou d'un programme de l'UE, effectué une fois que le bénéficiaire a franchi une certaine étape, définie dans le contrat ou la convention de subvention.
Participation/Prise de participation	Fonds investis dans une entreprise en contrepartie d'un droit de propriété et d'une part des bénéfices.
Passif éventuel	Obligation de paiement potentielle dont la naissance dépend de l'issue d'un événement futur.
Pays candidat	Pays dont la demande d'adhésion à l'UE a été officiellement approuvée par le Conseil européen.
Pays candidat potentiel	Pays ou territoire dont les perspectives d'adhérer à l'UE à l'avenir sont réelles, mais qui n'a pas encore obtenu le statut de pays candidat.
Pays considérés comme des «innovateurs modérés» ou des «innovateurs émergents»	Termes de classification désignant les États membres dont la performance se situe entre 70 et 100 % (modérés) ou correspond à moins de 70 % (émergents) de la note moyenne de l'UE dans le tableau de bord européen de l'innovation.
Pays et territoires d'outre-mer (PTOM)	Pays et territoires non européens rattachés constitutionnellement à trois États membres de l'UE (le Danemark, la France et les Pays-Bas).
Pays participant au programme (Erasmus+)	Les États membres de l'UE, la Macédoine du Nord, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège, la Serbie et la Turquie.
Pays relevant du Fonds de cohésion	État membre de l'UE éligible à un soutien du Fonds de cohésion.
Pêche durable	Pratiques de pêche qui n'épuisent pas les stocks halieutiques et qui réduisent autant que possible l'incidence sur l'environnement.

Performance	Degré de réalisation des objectifs d'une action, d'un projet ou d'un programme de l'UE, et rapport coût-efficacité de ces derniers.
Période de programmation	Période dans le cadre de laquelle un programme de dépenses de l'UE est planifié et exécuté.
Petites et moyennes entreprises (PME)	Entreprises et autres organisations ainsi qualifiées en raison de leur taille, sur la base du nombre d'employés et de certains critères financiers. Sont considérées comme «petites» les entreprises qui occupent moins de 50 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel ou le total du bilan annuel n'excède pas 10 millions d'euros. Sont considérées comme «moyennes» les entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros ou dont le total du bilan annuel ne dépasse pas 43 millions d'euros.
Piste d'audit	Cheminement documenté d'une opération, qui montre comment une pièce d'origine a donné lieu à une écriture comptable puis, sur la base de cette dernière, à une inscription dans les états financiers d'une entité.
Plan national pour la reprise et la résilience (PNRR)	Document établissant les réformes et les investissements prévus par un État membre au titre de la facilité pour la reprise et la résilience.
Point ouvert concernant les RPT	Réserve exprimée par la Commission sur les données RPT figurant dans les comptes de recettes d'un État membre.
Politique agricole commune (PAC)	Politique unique et harmonisée de l'UE en matière d'agriculture prévoyant des subventions et une série d'autres mesures visant à garantir la sécurité alimentaire, à assurer un niveau de vie équitable aux agriculteurs de l'UE, à promouvoir le développement rural et à protéger l'environnement.

Politique commune de la pêche	Cadre de l'UE pour la gestion des ressources halieutiques et de la pêche, conçu de manière à garantir la pérennité des stocks halieutiques ainsi qu'un revenu stable pour les pêcheurs.
Politique de sécurité et de défense commune (PSDC)	Volet de la politique étrangère de l'UE axé sur les capacités de sécurité et de défense.
Pouvoir d'achat	Valeur exprimée en termes de quantité de biens et de services qu'un montant déterminé permet d'acquérir.
Prairies permanentes	Terres agricoles consacrées à la production d'herbe ou d'autres plantes fourragères herbacées pendant plus de cinq années consécutives.
Préfinancement	Avance de trésorerie destinée à financer des activités déterminées pendant une période donnée.
Pression exercée par la pêche	Incidence de la pêche sur les populations de poissons.
Principe pari passu	Principe selon lequel, dans une procédure d'insolvabilité, les éléments d'actifs à répartir entre les créanciers non garantis doivent l'être proportionnellement aux dettes existant à l'égard desdits créanciers.
Procédure contradictoire	Procédure au cours de laquelle la Commission examine les résultats de ses contrôles avec l'organe, l'organisme ou le service contrôlé afin de vérifier leur bien-fondé.
Procédure d'infraction	Procédure par laquelle la Commission engage des poursuites à l'encontre de tout État membre de l'UE qui manque aux obligations qui lui incombent en vertu du droit de l'Union.
Procédure de marché négociée	Procédure d'adjudication concernant un nombre restreint de soumissionnaires et dans le cadre de laquelle l'acquéreur peut négocier les conditions du contrat.

Procédure de marché restreinte/procédure restreinte	Procédure d'adjudication à laquelle seuls les soumissionnaires sélectionnés peuvent participer.
Processus de contrôle et d'évaluation prudentiels (SREP)	Évaluation annuelle des risques pour les banques importantes placées sous la surveillance directe de la BCE, effectuée selon quatre critères: modèle d'entreprise, gouvernance et risque, capital, et liquidités.
Programme	Moyen par lequel les objectifs spécifiques des politiques de l'UE sont réalisés, généralement au travers de projets cofinancés.
Programme de développement rural (PDR)	Ensemble d'objectifs et d'actions pluriannuels, nationaux ou régionaux, approuvés par la Commission aux fins de la mise en œuvre de la politique de développement rural de l'UE.
Programme de l'Union européenne pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI)	Programme de l'UE qui a permis de soutenir la mise en œuvre des objectifs en matière d'emploi et de protection/d'inclusion sociale, fixés dans la stratégie Europe 2020.
Programme faîtière	Programme relevant de l'instrument européen de voisinage, dans le cadre duquel des fonds sont alloués à plusieurs pays satisfaisant à certaines conditions, en sus de leurs dotations financières de base.
Programme opérationnel (PO)	Cadre pour la mise en œuvre des projets de cohésion financés par l'UE pour une période donnée, qui tient compte des priorités et des objectifs fixés dans les accords de partenariat conclus entre la Commission et les différents États membres.
Projet de budget rectificatif	Proposition de la Commission visant à modifier le budget de l'UE en cours d'exécution.

Provision	En comptabilité, meilleure estimation d'un probable élément de passif, enregistré au bilan et dont l'échéance ou le montant sont incertains.
Rapport annuel d'activités (RAA)	Rapport établi par chaque direction générale de la Commission, institution ou organisme de l'UE, qui y présente sa performance par rapport à ses objectifs, ainsi que l'utilisation qu'elle/il a faite de ses ressources financières et humaines.
Rapport annuel de contrôle (RAC)	Document établi par l'autorité d'audit d'un État membre et soumis à la Commission dans le cadre du dossier constitué aux fins de l'assurance annuelle par le pays concerné.
Rapport annuel sur la gestion et la performance	Rapport produit chaque année par la Commission relatif à sa gestion du budget de l'UE et aux résultats obtenus. Il synthétise les informations contenues dans les rapports annuels d'activités de ses directions générales et de ses agences exécutives.
Rapports financiers et sur la responsabilité intégrés	Ensemble de rapports relatifs au budget de l'UE, établis par la Commission et présentés annuellement au Parlement et au Conseil pour la procédure de décharge. Il comprend le rapport annuel sur la gestion et la performance, les comptes consolidés de l'UE, le rapport de suivi sur la décharge et les prévisions à long terme concernant le budget de l'UE.
REACT-EU	Programme relevant de NextGenerationEU et permettant d'apporter davantage de financements aux programmes existants de la politique de cohésion afin de soutenir la sortie de crise tout en promouvant la transition écologique et numérique.

Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER)	Projet de recherche international fonctionnant selon le modèle d'un partenariat entre l'UE et plusieurs autres pays en vue de démontrer la faisabilité scientifique et technologique d'un réacteur de fusion en grandeur réelle.
Réalisation	Ce qui est produit ou accompli dans le cadre d'un projet, comme l'organisation d'une formation ou la construction d'une route.
Recettes (affectées) externes	Recettes, provenant de sources externes, qui sont affectées à des fins spécifiques.
Recettes affectées	Fonds versés au budget de l'UE, qui ne peuvent être utilisés qu'à des fins spécifiques.
Régime de paiement de base (RPB)	Régime agricole de l'UE dans le cadre duquel les paiements aux agriculteurs reposent sur les surfaces éligibles.
Régime de paiement unique à la surface (RPUS)	Régime de paiement agricole lié à la surface, appliqué de manière transitoire dans dix États membres, dans le cadre duquel les agriculteurs perçoivent une aide d'un montant forfaitaire pour chaque hectare. Tous les autres États membres appliquent le régime de paiement de base.
Régime général de conditionnalité	Système obligeant les États membres à respecter l'état de droit pour pouvoir percevoir des financements de l'UE.
Registre des exceptions	Document dans lequel sont consignées les dérogations aux contrôles et procédures prévus, avec leur justification et leur incidence.
Règlement «omnibus»	Révision du règlement financier effectuée en 2018, modifiant et simplifiant les règles financières de l'UE ainsi que la gestion budgétaire.

Règlement délégué	Acte juridiquement contraignant utilisé par la Commission pour compléter ou modifier des éléments non essentiels de la législation de l'Union, par exemple en donnant des précisions sur les mesures d'exécution.
Règlement financier	Règles régissant la manière dont le budget de l'UE est établi et utilisé, ainsi que les processus connexes, tels que le contrôle interne, l'établissement de rapports, l'audit et la décharge.
Règlement général d'exemption par catégorie (RGEC)	Règlement de l'UE autorisant certains types de mesures d'aide d'État sans qu'il soit nécessaire de les notifier à la Commission.
Règlement portant dispositions communes (RPDC)	Règlement établissant les règles qui s'appliquent à l'ensemble des cinq Fonds structurels et d'investissement européens.
Régularité/Légalité et régularité	Mesure dans laquelle une opération ou une activité est conforme à la réglementation applicable et à toute obligation contractuelle.
Réinstallation	Transfert de réfugiés d'un pays où ils avaient demandé l'asile vers un autre pays qui a accepté de les accueillir et de leur accorder le droit de s'y installer définitivement.
Rejet	Prises non désirées rejetées à la mer.
Report	Transfert des crédits inutilisés du budget d'une année à celui de l'année suivante moyennant le respect de certaines conditions.
REPowerEU	Initiative de l'UE visant à mettre un terme à sa dépendance à l'égard des combustibles fossiles, à diversifier son approvisionnement énergétique et à accélérer sa transition vers une énergie propre.

Réseau transeuropéen (RTE)	Réseau d'infrastructures transfrontalières dans les domaines des transports, de l'énergie ou des télécommunications, mis en place afin de soutenir et de renforcer le fonctionnement du marché unique de l'UE en facilitant la libre circulation des personnes, des biens et des services.
Réserve	Faiblesse signalée par un directeur général dans la déclaration d'assurance qu'il présente dans son rapport annuel d'activités.
Réserve d'ajustement au Brexit	Fonds visant à aider les États membres, les régions et les industries les plus touchés par le retrait du Royaume-Uni de l'UE à faire face à ses conséquences défavorables.
Réserve de performance	Part du budget alloué aux dépenses relevant des Fonds structurels et d'investissement européens qui est retenue jusqu'à ce que certaines valeurs cibles soient atteintes.
Réserve de solidarité et d'aide d'urgence	Instrument spécial de l'UE visant à répondre à des situations d'urgence résultant de catastrophes naturelles majeures, de crises de santé publique et de conflits armés.
Réserve RNB	Notification destinée à un État membre indiquant qu'il est nécessaire de modifier un aspect de la méthode qu'il utilise pour établir le RNB.
Réserve transversale	Type de réserve RNB concernant une question transversale et nécessitant une analyse comparative des solutions adoptées par les États membres.
Réserve TVA	Réserve relative au calcul effectué par l'État membre de sa ressource propre fondée sur la TVA.
Ressource propre d'équilibrage	Source de recettes supplémentaire visant à équilibrer les recettes et les dépenses du budget de l'UE.

Ressource propre fondée sur la taxe sur la valeur ajoutée/sur la TVA	Ressource propre de l'UE correspondant à une part déterminée (taux d'appel) de la TVA perçue par chaque État membre.
Ressource propre fondée sur le RNB	Ressource propre de l'UE versée directement par les États membres fondée sur leur richesse relative mesurée sur la base du revenu national brut. Varie en fonction du montant nécessaire pour équilibrer le volet «recettes» du budget.
Ressource propre fondée sur les déchets d'emballages en plastique non recyclés	Ressource propre de l'UE correspondant à une valeur monétaire déterminée appliquée au poids des déchets d'emballages en plastique non recyclés produits dans chaque État membre.
Ressources propres	Fonds utilisés pour financer le budget de l'UE.
Ressources propres traditionnelles (RPT)	Recettes de l'UE provenant des droits de douane et des cotisations «sucre».
Résultat	Effet immédiat d'un projet ou d'un programme achevés, comme l'amélioration de l'employabilité des participants à une formation ou de l'accessibilité après la construction d'une nouvelle route.
Résultat économique	Résultat de l'exercice, tel qu'il est présenté dans les comptes consolidés de l'UE, correspondant à la différence entre le montant des recettes et celui des dépenses.
Revenu des facteurs agricoles	Revenu généré par la production agricole, ventilé en fonction de ses composantes (terre, travail et capital).
Revenu national brut (RNB)	Indicateur standard de la richesse d'un pays; il se calcule sur la base des revenus nationaux et des revenus perçus de l'étranger.
Risque de non-détection	Risque que les tests d'audit ne permettent pas de détecter une erreur ou une faiblesse.

Risque résiduel cumulé	Dépenses qui restent irrégulières à la fin d'une période de programmation, une fois que l'ensemble des mesures correctrices ont été appliquées.
Seuil de signification	Seuil au delà duquel les erreurs détectées dans une population examinée ou dans un ensemble d'états financiers sont jugées préjudiciables à l'exactitude et à la fiabilité.
Sondage discrétionnaire	Méthode consistant, pour un auditeur, à exercer son pouvoir d'appréciation pour sélectionner les éléments d'une population qui seront soumis à des tests d'audit, afin de respecter des critères prédéfinis. S'oppose au sondage statistique.
Sondage en unités monétaires (MUS – <i>Monetary unit sampling</i>)	Méthode d'échantillonnage statistique dans laquelle la probabilité de sélection d'une opération est proportionnelle à sa taille.
Sondage statistique	Technique d'échantillonnage statistique utilisée pour des tests d'audit, afin de fournir des résultats représentatifs.
Soutien [du revenu] découplé	Paielements de l'UE aux agriculteurs, non liés à la production d'un produit spécifique.
Soutien couplé	Paielements de l'UE aux agriculteurs pour la production d'un produit spécifique.
Stratégie Europe 2020	Stratégie décennale de l'Union européenne lancée en 2010 pour stimuler la croissance et créer des emplois.
Stratification	Méthode d'échantillonnage qui consiste à diviser une population d'audit en sous-groupes partageant des caractéristiques communes (strates).
Subvention	Paieement, généralement non remboursable, effectué sur le budget de l'UE en faveur d'un bénéficiaire.

Système d'identification des parcelles agricoles (SIPA)	Base de données sur les terres agricoles des États membres, utilisée pour le paiement des aides directes au titre de la politique agricole commune et pour les contrôles d'admissibilité effectués sur les demandes déposées par les agriculteurs.
Système européen des comptes nationaux et régionaux	Cadre comptable de l'UE permettant de décrire de façon systématique et détaillée une économie.
Système intégré de gestion et de contrôle (SIGC)	Mécanisme de l'UE utilisé par les États membres pour gérer et contrôler les paiements effectués en faveur des agriculteurs au titre de la politique agricole commune.
Tableau des effectifs	Nombre maximal d'emplois disponibles par catégorie d'emploi et par grade au sein d'une institution, ou d'un organe ou organisme de l'UE.
Taux d'appel de la TVA	Pourcentage appliqué à l'assiette de la TVA de chaque État membre pour calculer la ressource propre fondée sur la TVA.
Taux d'erreur représentatif	Estimation statistique du taux d'erreur caractérisant une population, obtenue grâce à des tests réalisés sur un échantillon représentatif d'opérations prélevé dans cette population.
Taux d'erreur résiduel (TER)/Taux de risque résiduel (TRR)/Taux d'erreur total résiduel (TETR)	Portion d'une population qui n'est pas jugée régulière une fois qu'il a été tenu compte de l'effet de l'ensemble des procédures de contrôle, des recouvrements et des corrections appliqués.
Taux de décaissement	Pourcentage, par rapport au montant total, des fonds versés aux bénéficiaires finals au titre d'un instrument financier.
Taux de provisionnement	Pourcentage d'un passif financier autorisé correspondant à la provision qui doit être constituée.

Taux de provisionnement effectif	Pourcentage des passifs éventuels que doit couvrir le fonds commun de provisionnement.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur la consommation, qui touche la production et la distribution de biens ainsi que la prestation de services, et qui est supporté, en définitive, par le consommateur final.
Test de résistance	Exercice de simulation pour évaluer la capacité d'un établissement financier à résister à différents scénarios de crise.
Total admissible des captures	Volume maximal de poissons de chaque stock qui peut être capturé chaque année en vertu de la politique commune de la pêche.
TVA récupérable	Montant de la TVA qu'un assujetti peut déduire de la TVA qu'il est tenu de payer à l'administration fiscale, au motif qu'il a déjà payé cette taxe sur ses propres achats de biens et de services.
Vente sur le marché secondaire	Cession d'actions par un actionnaire existant en faveur d'un nouvel investisseur qui n'entraîne pas de changement de propriété globale de l'entreprise.
Verdissement	Adoption de pratiques agricoles bénéfiques pour le climat et l'environnement. Terme également couramment utilisé pour désigner le régime d'aide de l'UE correspondant.
Vue d'ensemble des performances des programmes (PPO – <i>Programme Performance Overview</i>)	Annexe au rapport annuel sur la gestion et la performance, présentant de manière synthétique toutes les fiches de programme, y compris une sélection d'indicateurs relatifs aux programmes.
Zone marine protégée	Espace maritime désigné, notamment par voie législative, comme une zone de protection et de conservation de la biodiversité, des ressources naturelles et de sites du patrimoine culturel.